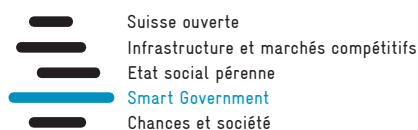


Monitoring des villes

Portraits des dix plus grandes villes de Suisse

Résumé de l'étude originale «Städtemonitoring 2018»



Auteurs	Fabian Schnell Lukas Rühli Daniel Müller-Jentsch Natanael Rother
Adaptation	Fabian Schnell
Traduction et lectorat	Tiffany Bovay Jérôme Cosandey Chloé Pang Nicole Pomezny
Editeur	Avenir Suisse, www.avenir-suisse.ch
Conception	Carmen Sopi
Infographies	Linda Münger
Impression	gdz AG www.gdz.ch

© Octobre 2018 Avenir Suisse, Zurich

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur. Avenir Suisse étant intéressé à la diffusion des idées présentées ici, l'utilisation par des tiers des conclusions, des données et des graphiques de cette œuvre est expressément souhaitée à condition que la source soit indiquée de façon précise et bien visible et que les dispositions légales en matière de droits d'auteur soient respectées.

Commander assistent@avenir-suisse.ch, tél. 044 445 90 00
Télécharger www.avenir-suisse.ch/fr/publication/monitoring-des-villes

Sommaire

_ Introduction	_4
_ Bâle	_10
_ Berne	_12
_ Bienne	_14
_ Genève	_16
_ Lausanne	_18
_ Lucerne	_20
_ Lugano	_22
_ Saint-Gall	_24
_ Winterthour	_26
_ Zurich	_28
_ Conclusion	_30

Un regard dans les coulisses

d'un modèle à succès

Les grandes villes sont les centres économiques, culturels et politiques d'une Suisse fortement urbanisée. Leurs perspectives de développement sont donc d'intérêt national. Le monitoring des villes d'Avenir Suisse s'appuie sur 47 indicateurs pour évaluer le positionnement actuel et futur des villes suisses. Les dix centres les plus peuplés ont été pris en compte : il s'agit des villes comptant plus de 50 000 habitants.

A première vue, les métropoles suisses se portent extrêmement bien. Dans les classements internationaux sur la situation et la qualité de vie, elles occupent souvent les premières places, et les sondages auprès de leurs résidents révèlent également un degré élevé de satisfaction. L'analyse comparative d'Avenir Suisse examine leur viabilité face aux tendances globales telles que la digitalisation et le changement démographique. Contrairement à d'autres comparaisons de villes, l'accent est principalement mis sur les facteurs qui peuvent être influencés (au moins indirectement) par la politique communale.

Du lieu de fuite au symbole de croissance

La bonne santé des villes suisses ne va pas de soi. La menace d'un déclin pesait jusqu'au début des années 1990 : les jeunes familles et les salariés à revenu élevé se sont installés dans la périphérie, emportant avec eux leur pouvoir d'achat et leur substrat fiscal. Les catégories plus dépendantes sont restées dans les centres : les demandeurs d'emploi, les personnes âgées, les étrangers. Rien qu'à Bâle-Ville, la population a diminué de 44 000 personnes entre 1970 et 2000. Au niveau national, la crise de croissance après l'éclatement de la bulle immobilière a exacerbé le malaise urbain.

La renaissance des villes suisses a commencé au milieu des années 1990, favorisée par plusieurs tendances exogènes. Parmi elles figurent une poussée de croissance grâce à la reprise du marché immobilier et à de vastes réformes économiques (par exemple la mise en œuvre des accords bilatéraux avec l'Union européenne (UE)), ainsi que l'immigration particulièrement forte de travailleurs qualifiés à la suite de la libre circulation des personnes et des tendances globales de l'urbanisation et de la mondialisation. Ces conditions favorables ont procuré aux villes suisses une conjoncture qui persiste encore aujourd'hui.

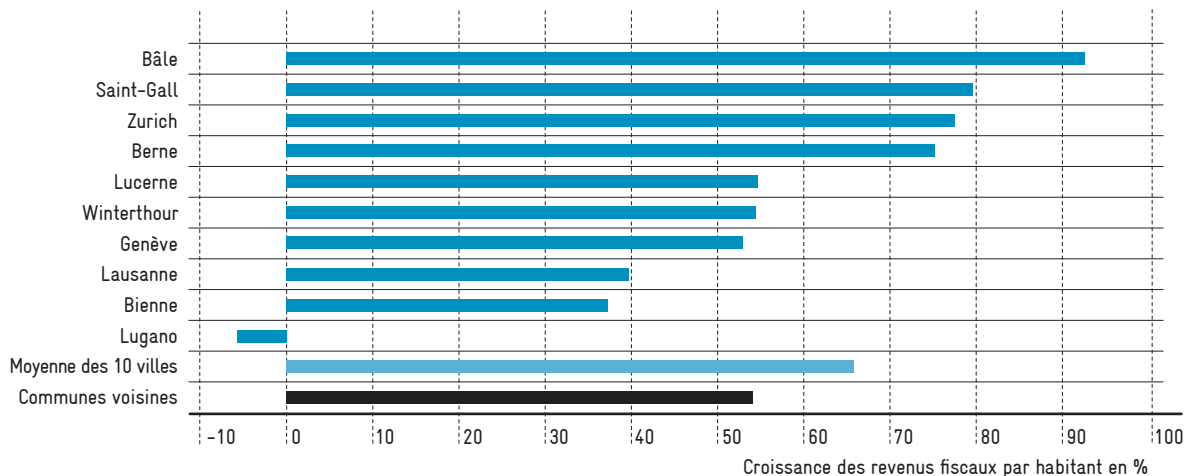
Autosatisfaction après vingt ans d'une conjoncture exceptionnelle

Le volume important des revenus fiscaux – dans les dix plus grandes villes, les recettes fiscales ont augmenté en moyenne de plus de 50 % par habitant entre 1990 et 2016 (cf. Figure 1) – a donné à la plupart des autorités municipales une marge de manœuvre qu'elles ont utilisée pour développer

Figure 1

Croissance des recettes fiscales dans les dix villes étudiées par rapport aux communes voisines (1990-2016)

Les grandes villes suisses peuvent se prévaloir de décennies rentables. Par rapport à 1990, les recettes fiscales de six villes sur dix ont augmenté par rapport aux communes voisines. Bâle a presque doublé ses recettes par habitant. Le léger recul de Lugano est dû à l'absorption de communes environnantes à faible revenu fiscal.



Données nominales. Rupture structurelle corrigée en 2012 pour Berne et Bienne.

Source: AFF, OFS

l'administration et les infrastructures (par exemple, pour modérer le trafic et promouvoir les transports publics), pour les prestations sociales, mais aussi pour un certain nombre de projets au rapport coûts-bénéfices contestable. Il s'agit notamment des réseaux de fibre optique financés par des fonds publics ou du transfert avantageux de terrains urbains à bâtir à des coopératives d'habitation. Néanmoins, il reste à certains endroits suffisamment de marge pour la réduction de la dette et le renforcement de la base du capital.

Mais quelle est la robustesse du modèle à succès des villes suisses? S'agit-il d'un navire fragile qui coulerait si les conditions-cadre venaient à se détériorer? D'importants moteurs de la conjoncture exceptionnelle dont profitent les villes s'affaiblissent: l'immigration qualifiée est en déclin et la mondialisation est remise en question. En outre, un blocage dans la réforme de la politique économique au niveau national est indéniable, et les offensives de politique fiscale de l'UE et des Etats-Unis menacent les recettes fiscales. Enfin, les tendances globales telles que la transition démographique, la migration et la digitalisation entraînent de profonds changements.

Tout cela pose des défis pour les métropoles: une population urbaine vieillissante et hétérogène avec une forte proportion de ménages monoparentaux, une croissance de la population avec une densité de construction toujours plus forte, la digitalisation qui transforme tous les aspects

de la vie, ainsi que des administrations municipales dont la structure du personnel est fondamentalement modifiée par le départ à la retraite de la génération des baby-boomers. Des chantiers en matière de réforme surgissent dans tous les domaines politiques, de l'éducation à la politique des transports. Il est temps que la politique urbaine suisse sorte de sa zone de confort.

Une politique gauche-verts d'initiés sans contre-modèle bourgeois

Cependant, il n'y a actuellement pas de concurrence d'idées en ce qui concerne les concepts de la politique urbaine. Cela s'explique par la prédominance de majorités de gauche et vertes dans les grandes villes, tant dans le législatif que dans l'exécutif. L'analyse des votes au niveau municipal montre un fossé croissant entre les villes et les campagnes (cf. les profils des différentes villes à partir de la page 10).

Plusieurs raisons expliquent pourquoi le modèle gauche-verts de la politique urbaine suisse s'est renforcé ces dernières années. Premièrement, les recettes fiscales abondantes ont rendu possible de nombreuses bonnes actions politiques. Deuxièmement, une tendance à la ségrégation sociale s'est créée par le déplacement de personnes plutôt conservatrices vers l'agglomération et vice-versa. C'est ainsi que se sont constitués des «ghettos de personnes partageant les mêmes idées». Troisièmement, une politique d'initiés qui sert sa propre base électorale et crée des biotopes urbains spéciaux grâce à des mécanismes politico-économiques subtils a émergé.

Alors que les grandes villes suisses sont devenues des villes globales, le personnel politique, l'administration et l'électorat continuent d'être dominés par des résidents établis de longue date. Si l'on soustrait les étrangers sans droit de vote (entre 25 % et 50 %), les mineurs et les non-votants, la proportion de citoyens politiquement actifs dans la population urbaine est de 20 % à Genève et 27 % à Zurich.

Ce manque de représentation politique d'une large partie de la population favorise une politique de clientélisme local. Un exemple classique est le marché très cher du logement urbain, où le logement subventionné est attribué bien en dessous de sa valeur marchande par des mécanismes qui favorisent les initiés. A Zurich, par exemple, un appartement sur quatre appartient à des coopératives ou à la ville elle-même. Un autre point d'ancrage est le grand nombre d'emplois bien rémunérés dans l'administration, ainsi que dans les entreprises et les institutions qui dépendent des fonds municipaux.

Enfin, la gauche et les Verts profitent de l'absence d'un contre-modèle bourgeois cohérent pour la politique urbaine. L'ADN politique des partis bourgeois est façonné par les valeurs traditionnelles et les structures sociales des zones rurales. Cela n'est guère compatible avec l'environnement urbain de nombreuses grandes villes. Ainsi, les messages politiques du camp bourgeois sont en décalage avec l'atmosphère et les besoins de

la population urbaine. Une politique familiale et de formation caractérisée par une conception traditionnelle des rôles, une politique des transports principalement axée sur la voiture et une politique dominée par les intérêts des commerçants en sont des exemples.

La ville intelligente libérale comme modèle

Avenir Suisse esquisse une troisième voie entre la politique urbaine bourgeoise et la politique urbaine gauche-verte avec le modèle de la ville intelligente («smart city») *libérale*.

L'idée de base qui sous-tend l'utilisation désormais très répandue du terme de ville intelligente est de *«rendre les villes plus efficaces grâce à des innovations techniques, économiques et sociales, et amener des avancées technologiques permettant de façonner une ville plus verte et plus inclusive»*.¹

Dans l'interprétation actuelle du concept de ville intelligente, des facteurs de succès centraux de la politique urbaine sont toutefois ignorés et les objectifs contradictoires ou les développements indésirables sont niés. Cette interprétation d'intelligence – soulignée par la politique urbaine suisse existante – comporte des angles morts :

- 01_ *La dimension économique de la politique urbaine est généralement ignorée.* Les recettes fiscales abondantes sont considérées comme allant de soi, sans conscience qu'elles sont le fruit du succès du développement économique. En outre, de nombreux sceptiques à l'égard de l'économie figurent parmi les protagonistes des villes intelligentes. Mais même une ville intelligente a besoin d'une base économique.
- 02_ *Les conflits en matière d'objectifs sont exclus, en particulier ceux découlant des ressources financières limitées.* En privilégiant des prestations sociales importantes ou une administration municipale généreusement dotée, moins de ressources sont disponibles pour des investissements futurs. Même la ville intelligente n'est pas un long fleuve tranquille – il faut nommer ouvertement les conflits en matière d'objectifs et prendre des décisions difficiles.
- 03_ *De nombreux représentants du mouvement de la ville intelligente excluent certains problèmes des sociétés urbaines.* L'idéalisation de la société multiculturelle et la dissimulation de ses aspects négatifs en sont un exemple. Si l'on veut résoudre les multiples problèmes des villes modernes, on ne doit pas idéaliser la ville intelligente.
- 04_ *Il existe des tendances, profondément enracinées dans le mouvement de villes intelligentes, à vouloir poursuivre les objectifs par des moyens paternalistes ou éducatifs.* Le fait de prescrire aux citoyens leur mix énergétique constitue par exemple une atteinte disproportionnée à leur liberté de choix (et à la répartition fédérale des compétences). Pour

¹ Cf.: www.ui.city (consulté le 04.06.2018)

les questions de transports, d'éducation et d'alimentation également, la quête de la ville intelligente se transforme souvent en idéologie.

Le concept de ville intelligente est une bonne base pour le développement urbain, mais quatre modifications générales sont nécessaires : (1) mettre davantage l'accent sur les aspects économiques, (2) tenir compte des conflits en matière d'objectifs et de l'arbitrage de politique financière, (3) se libérer des œillères liées aux interdictions de penser politiques et (4) renoncer à l'élan paternaliste ou idéologico-éducatif. Il en résulte un modèle que nous appelons la ville intelligente libérale. Cela nous sert de cadre d'orientation pour ce monitoring des villes et d'étalon pour l'évaluation basée sur des indicateurs.

Principes de la ville intelligente libérale

Avenir Suisse estime que cinq principes doivent guider une politique urbaine moderne dans l'esprit de la ville intelligente libérale. Ces cinq principes servent de lignes directrices pour déterminer les indicateurs de comparaison des politiques urbaines.

01_ *Intelligente*



Utilisation ciblée des innovations et des nouvelles technologies pour résoudre les problèmes urbains et améliorer la qualité de vie. Ouverture aux changements structurels et volonté de mettre en œuvre des réformes politiques et administratives. Une administration compétente et un style politique caractérisé par l'anticipation.

02_ *Libérale*



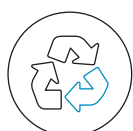
Protection des libertés civiles et entrepreneuriales, c'est-à-dire pas de rôle excessif de l'Etat (étatisme, bureaucratie) ou tutelle (mesures visant à la rééducation, paternalisme). Pas de restriction inutile de la concurrence. De bonnes conditions-cadre pour l'égalité des chances (par exemple par l'éducation) plutôt que l'égalité des résultats (par exemple par la redistribution). Etat de droit et sécurité intérieure.

03_ *Efficace*

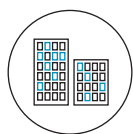


Une administration compétente mais allégée. Utilisation efficace et ciblée de l'argent des contribuables. L'utilisation de mécanismes de marché ou d'instruments conformes au marché pour poursuivre des objectifs politiques (par exemple, le contrôle par des incitations au lieu d'interdictions).

04_ *Durable*



Prise en compte équilibrée des trois dimensions de la durabilité. (i) Ecologique : utilisation économe des ressources grâce à la transparence des coûts, à l'internalisation des externalités négatives, etc. (ii) Sociale : équité intergénérationnelle, égalité des chances, responsabilisation, mixité sociale. (iii) Economique : faible endettement, budget équilibré, investissements adéquats, absence de politique sociale pour remédier aux défaillances du système de formation et pour l'intégration.



Garantir un niveau élevé de qualité de vie urbaine, notamment en matière de logement, d'infrastructures, de loisirs et de culture. Développement urbain à orientation stratégique. Exécution efficace des fonctions centrales, par exemple par densification qualitative. Tolérance urbaine et ouverture, mais sans laisser-faire face à la criminalité, aux sociétés parallèles, etc.

Choix des indicateurs et méthodologie

Le cœur du monitoring des villes est la comparaison des dix plus grandes villes suisses sur la base d'un système d'indicateurs qui mesure la qualité de la politique urbaine actuelle en termes de viabilité future, conformément aux principes directeurs de la ville intelligente libérale. Le choix des indicateurs repose sur des critères formels: par exemple, un indicateur doit couvrir au moins un des principes énumérés ci-dessus et être susceptible d'être influencé de manière significative par la politique urbaine. Dans la mesure du possible, les décisions (*input*) sont préférées aux résultats (*output*), et un indicateur doit avoir une certaine pertinence et une certaine couverture. Les indicateurs sélectionnés – dont la liste se trouve dans la table des matières de l'étude complète – sont à nouveau divisés en huit domaines thématiques pertinents pour la politique urbaine:

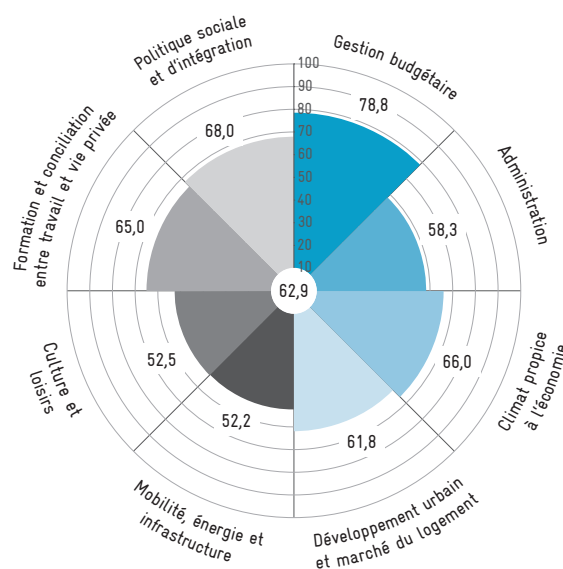
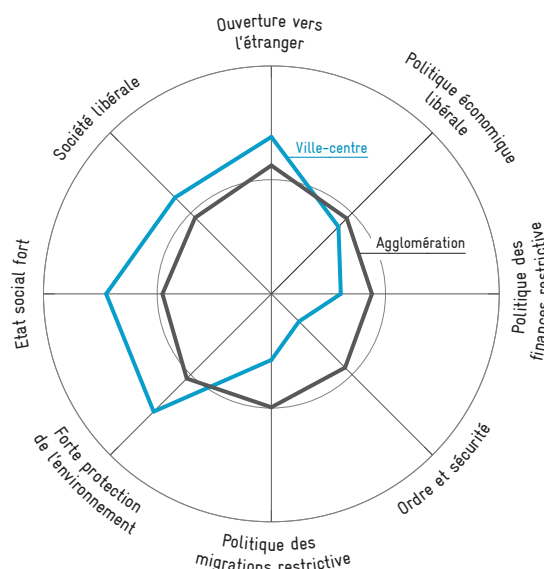
Un système de notation a été développé pour chaque indicateur – pour les détails méthodologiques, se référer à l'étude principale en allemand, pp. 46–48 – qui évalue la politique urbaine sur une échelle de 0 à 10 points.² Les classements individuels dans chaque domaine sont basés sur le nombre de points obtenus, exprimés en pourcentage des points possibles pour ce domaine. Le classement général résume ces huit classements par domaine.

Bien que l'étude principale (en allemand) soit structurée par thème, cette brochure présente les différents portraits des villes évaluées par ordre alphabétique. Ceci permet un accès rapide aux résultats des métropoles individuelles, accompagné d'une présentation du profil politique de chaque ville par rapport à son agglomération. Chaque portrait de ville contient les «Highlights» et les «Lowlights», une brève présentation des résultats particulièrement remarquables mais aussi particulièrement faibles des indicateurs individuels. La conclusion de l'étude est résumée à la fin de ce document.

² Pour certains indicateurs, la fourchette d'évaluation était de 0 à 5 ou 7 points.

Bâle

Dans le monitoring des villes d'Avenir Suisse, Bâle atteint la deuxième position avec 62,9 % des points possibles, se positionnant de justesse devant Berne. Cette place est principalement due au fait que la ville nichée dans le coude du Rhin ne sous-performe dans aucun domaine.



La performance de Bâle dans les différents domaines

1 _ Gestion budgétaire

Le budget de la ville de Bâle affiche une bonne santé financière: avec 78,8 % des points maximaux, Bâle atteint la quatrième place. Les efforts d'investissements et la solvabilité élevée sont des éléments positifs. C'est en dehors du cadre budgétaire régulier de la ville qu'il subsiste certains problèmes, tels que la caisse de pension qui est considérablement sous-financée.

2 _ Administration

Avec près de 58 % des points possibles pour la gestion de l'administration, Bâle se situe exactement au milieu du classement. Bien que la politique du personnel soit bien notée, la croissance des dépenses ternit le résultat global.

3 _ Climat propice à l'économie

Bien que Bâle bénéficie de la présence historique de l'industrie pharmaceutique, elle mérite le titre de deuxième ville la plus propice aux affaires. Les entreprises aiment s'installer à Bâle et la capacité contributive se développe énormément. Toutefois, c'est précisément en raison de ce contexte que la croissance de l'emploi est inférieure aux attentes.

4 _ Développement urbain et marché du logement

Dans le domaine du développement urbain et du logement, Bâle distance toutes les autres villes. Bien qu'il y ait trop peu de constructions compte tenu de la demande, le marché du logement est régulé plus efficacement que partout ailleurs. En outre, aucune autre ville de Suisse alémanique n'offre une meilleure proximité des possibilités d'achats et des services commerciaux.

5_Mobilité, énergie et infrastructure

Avec 52,2 % des points, Bâle manque de peu le podium dans le domaine de la politique des transports, de l'énergie et des infrastructures. Bâle est avant tout la ville la plus favorable aux cyclistes et dispose d'une bonne offre en matière de réseau haut débit qui ménage le portemonnaie des contribuables. Toutefois, les vignettes de parcage prolongé (macarons) sont trop bon marché d'un point de vue économique. De même, la lenteur des transports publics a un impact négatif sur le classement. Et c'est à Bâle que l'électricité coûte le plus cher.

6_Culture et loisirs

Dans le domaine de la culture et des loisirs, Bâle atteint 52,5 % des points et se situe donc en septième position. Si l'on considère les emplois, Bâle semble être populaire auprès de ceux qui travaillent dans le secteur culturel. Le budget relativement faible pour la promotion de la culture gratuite a été un facteur négatif pour l'évaluation.

7_Formation et conciliation entre travail et vie privée

En matière d'éducation et de conciliation entre vie privée et vie professionnelle, Bâle obtient 65 % des points de ce monitoring des villes et se classe ainsi au troisième rang. La forte implication des parents dans le système scolaire et la grande densité de places de crèche sont des points positifs. Toutefois, la subvention pour la prise en charge extrafamiliale des jeunes enfants est réglementée de manière relativement stricte.

8_Politique sociale et d'intégration

La politique sociale et d'intégration est un sujet de discussion permanent à Bâle. Même si le taux d'aide sociale évolue positivement, la question reste de savoir pourquoi la ville-canton n'applique pas une mesure d'intégration aussi simple que les cours de langue obligatoires pour les réfugiés. Globalement, Bâle atteint la troisième place avec 68 % des points, sachant que l'indicateur sur le taux de sanction dans l'aide sociale (indicateur 8.4) n'est pas inclus, Bâle n'ayant fourni aucune donnée dans ce domaine.

Highlights

Du point de vue de la politique budgétaire, la solvabilité élevée de Bâle en tant que débiteur est particulièrement frappante (indicateur 1.6). La ville-canton bénéficie d'une grande autonomie financière par rapport aux communes «normales». Par rapport à la région environnante, Bâle a été en mesure de réduire sensiblement sa charge fiscale depuis 2001. De plus, depuis le début du millénaire, la capacité contributive comparée à la campagne environnante s'est également développée mieux que dans toutes les autres villes (plus 38,8 %; indicateur 3.1).

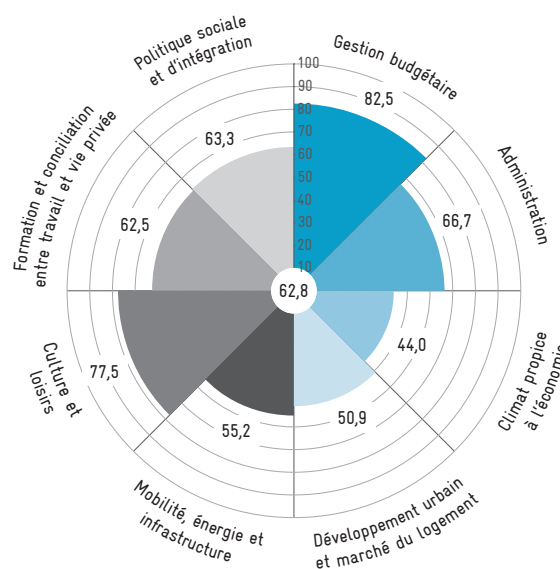
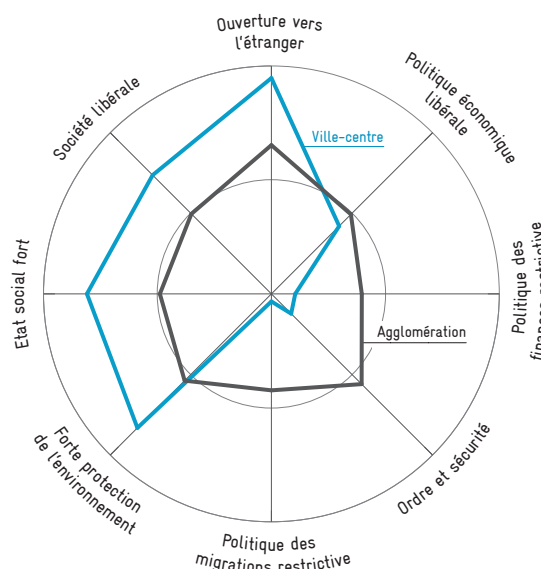
Un aspect particulièrement positif est que Bâle est (encore) la seule ville à s'appuyer sur le principe de l'aide à la personne dans le domaine des aides au logement (indicateur 4.3). Ce système est non seulement plus efficace, mais aussi plus transparent en termes de vérité des coûts que le système généralisé d'«aide à la pierre». Enfin, Bâle est de loin la ville la plus favorable au vélo dans ce monitoring (indicateur 5.6). Dans le coude du Rhin, les deux-roues sont non seulement souvent utilisés, mais il y a aussi relativement peu d'accidents.

Lowlights

Même si le poids élevé de l'industrie pharmaceutique rend les prévisions budgétaires plus difficiles qu'ailleurs (en raison de la fluctuation des recettes fiscales), la précision des prévisions de ces dernières années est étonnamment élevée en moyenne (indicateur 1.4). En outre, l'administration dans son ensemble croît plus rapidement en termes de dépenses et de personnel que dans toutes les autres villes (indicateurs 2.1 et 2.2). Bien sûr, Bâle en tant que ville-canton se trouve dans une situation particulière, ce qui pourrait expliquer cette croissance, mais aucun facteur spécifique correspondant n'a pu être identifié.

Berne

La capitale fédérale brille avant tout parce qu'elle ne réalise de mauvais score dans aucun des domaines étudiés. La troisième place au classement général – de justesse derrière Bâle – est la récompense de la politique urbaine bernoise avec 62,8% des points réalisables.



La performance de Berne dans les différents domaines

1_Gestion budgétaire

Avec Zurich, Berne obtient les meilleurs résultats en matière de gestion budgétaire: la capitale atteint 82,5 % des points possibles. Le budget est généralement équilibré (des excédents sont même souvent réalisés) et les investissements sont bien financés. Cependant, les perspectives s'assombrissent pour les finances de l'Etat en raison de la sous-capitalisation de la caisse de pension.

2_Administration

Berne devance Zurich sur le podium avec environ 66% des points réalisables en matière de gestion de l'administration. Sur la base des indicateurs, la gestion du personnel s'avère dans une large mesure exemplaire. Cependant, la taille de l'administration croît plus rapidement que dans d'autres villes.

3_Climat propice à l'économie

La ville fédérale a obtenu des résultats comparativement médiocres dans le domaine du climat propice à l'économie (44% des points réalisables, soit la septième place). Bien que la capacité contributive évolue positivement, Berne n'est pas très populaire en tant que lieu de travail pour le secteur privé.

4_Développement urbain et marché du logement

Un peu plus de la moitié des points possibles est attribuée à Berne pour son marché du logement et sa politique de planification, ce qui lui vaut la septième place. Bien qu'il y ait relativement peu de distorsion sur la fixation du prix des loyers, les constructions trop peu nombreuses exercent une pression sur le marché du logement. Des locaux commerciaux vides indiquent une planification de zones modérément efficace.

5 _ Mobilité, énergie et infrastructure

Derrière Winterthour et Lucerne, Berne est parvenue à se hisser au troisième rang (55,2 % des points possibles) grâce à sa politique des transports, de l'énergie et des infrastructures. La couverture du haut débit est bonne et a généré des coûts relativement faibles pour le contribuable, et les coûts de l'électricité sont conformes à la moyenne suisse. Toutefois, la circulation automobile est lente et les vignettes de parcage prolongé (macarons) sont délivrées à des prix plus avantageux qu'il n'est économiquement raisonnable.

6 _ Culture et loisirs

Avec 77,5 % des points réalisables, Berne s'affirme comme la ville avec la politique culturelle la plus libérale et la plus efficace. La ville de l'Aar fait un usage efficace de l'instrument de pilotage du taux de couverture des coûts, et le budget pour la promotion de la culture gratuite est élevé. Seuls les critères d'encouragement devraient être définis de manière plus claire d'un point de vue économique.

7 _ Formation et conciliation entre travail et vie privée

Berne occupe la quatrième place avec 62,5 % des points réalisables dans le domaine de la politique de formation et de la conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Les parents sont bien intégrés dans le système scolaire, la capitale se considère comme une métropole éducative et est donc ouverte aux écoles privées. Seule la densité relativement faible de places de crèche empêche un meilleur résultat.

8 _ Politique sociale et d'intégration

Là encore, Berne manque de peu le podium en matière de politique sociale et d'intégration (63,3 % des points potentiels). Bien que la ville fédérale utilise d'importants instruments d'intégration tels que les tests linguistiques pour les enfants étrangers et les projets d'intégration sur le marché du travail, des sanctions sont très rarement imposées dans le domaine sensible de l'aide sociale.

Highlights

Depuis le début des années 2000, Berne a réussi à transformer le fardeau considérable des intérêts de la dette (parfois plus de 10 % des recettes fiscales) en un revenu net élevé (indicateur 1.3). Il s'agit d'une évolution exemplaire en matière de politique fiscale. La ville fédérale est également la seule avec Bienne qui dispose d'une ordonnance interdisciplinaire qui énumère tous les émoluments municipaux (indicateur 1.8).

Un autre point à relever est que Berne a le budget (relatif) de loin le plus élevé pour la promotion de la culture gratuite (indicateur 6.2).

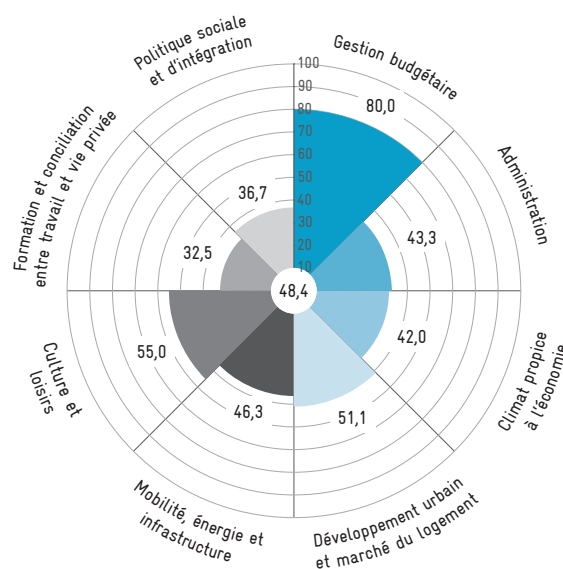
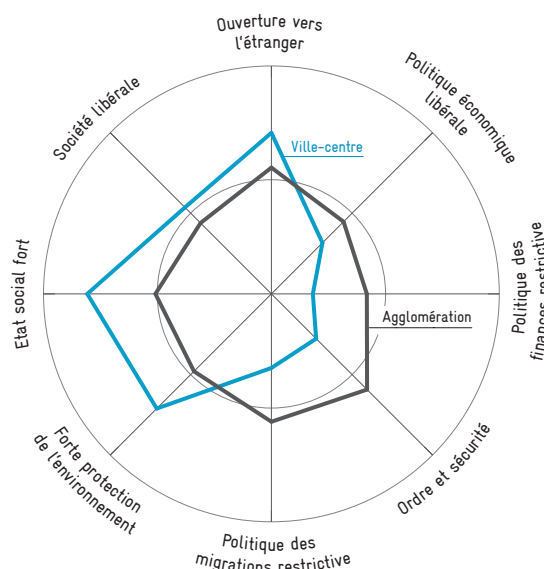
Lowlights

Entre 2001 et 2015, Berne a enregistré une croissance de l'emploi dans le secteur privé inférieure de 9,3 points de pourcentage à celle des communes environnantes (indicateur 3.2). Si la ville fédérale veut rester un lieu de travail attrayant pour les secteurs non gouvernementaux, elle devrait s'y atteler sérieusement. Avec 1,51 postes à plein temps par 1000 habitants supplémentaires entre 2011 et 2016, l'administration centrale a également augmenté plus fortement que dans presque toutes les autres villes (indicateur 2.2).

Enfin, il est frappant de constater que dans le domaine de l'aide sociale, les sanctions sont très rarement imposées (dans 1,5 % des cas ; indicateur 8.4). Berne doit veiller à ne pas ébranler la confiance dans le système de l'aide sociale.

Bienne

Bienne a obtenu 48,4 % des points possibles dans tous les domaines examinés. En comparaison des dix plus grandes villes suisses, elle n'obtient ainsi que la huitième place.



La performance de Bienne dans les différents domaines

1_Gestion budgétaire

Avec 80 % de tous les points possibles pour sa gestion budgétaire, Bienne se classe troisième dans cette catégorie. Dans la moitié des indicateurs, des performances remarquables sont obtenues avec neuf points ou plus. Entre 2000 et 2017, le coefficient d'impôt a été réduit de 8 % par rapport à la région environnante. En revanche, le faible taux de capitalisation de la caisse de pension de la ville a un impact négatif.

2_Administration

Bienne n'obtient qu'environ 43 % des points possibles dans le domaine de l'administration, ce qui la place au dernier rang. Cela s'explique principalement par la performance plutôt faible des indicateurs de la politique du personnel. Néanmoins, le degré relativement élevé d'externalisation parmi les entreprises municipales doit être relevé.

3_Climat propice à l'économie

Les 42 % de points atteints placent Bienne en dessous de la moyenne en matière de climat propice à l'économie. Le faible nombre de grandes entreprises et de start-ups a eu un impact particulièrement négatif sur l'évaluation. Par contre, toute personne souhaitant construire à Bienne bénéficie de délais d'autorisation courts – seule Saint-Gall est plus performante à cet égard.

4_Développement urbain et marché du logement

Bienne se place au milieu du peloton avec 51,1 % des points réalisables. Il y a peu de décalage entre les loyers offerts et existants dans la ville des Trois-Lacs, ce qui indique que le marché du logement fonctionne bien. Le volume de logements n'augmente pas plus rapidement que dans d'autres villes. La faible proportion d'espaces verts dans les zones urbaines et le manque d'accessibilité aux services ont par contre un impact négatif.

5_Mobilité, énergie et infrastructures

Bienne obtient un peu moins de la moitié des points possibles (46,3 %), ce qui la place en dessous de la moyenne. La couverture du réseau de fibre optique est la moins étendue de toutes les villes, même si Bienne renonce à l'utilisation de fonds publics pour son expansion. La circulation routière est particulièrement bien gérée, mais les déplacements en transports publics restent lents.

6_Culture et loisirs

Bienne obtient 55% de tous les points possibles dans le domaine de la culture et des loisirs, ce qui la place au milieu du classement. La pratique en matière de subventions suit les normes standards, mais des objectifs de recouvrement des coûts complets (et non partiels uniquement) constitueraient une amélioration facile à mettre en œuvre. Bienne devrait également être plus libérale dans la location d'installations sportives.

7_Formation et conciliation entre travail et vie privée

La politique de formation et la conciliation de la vie professionnelle et familiale ne font pas partie des points forts de Bienne. 32,5 % des points possibles sont atteints. Les mesures en faveur de la participation des parents à l'école sont positives, mais la rigidité des services de crèches et la densité relativement faible des places d'accueil plombent le score.

8_Politique sociale et d'intégration

Bienne est considérée comme un point chaud de la politique sociale et d'intégration. Par conséquent, le score faible de 36,7 % ne surprend pas. Le taux d'aide sociale est le plus élevé de toutes les villes étudiées, et la tendance ne va pas en s'améliorant.

Highlights

Par rapport à ses voisins, Bienne peut se vanter d'une évolution encourageante du coefficient d'impôt (indicateur 1.7). En outre, Bienne est, avec Berne, la seule ville à disposer d'une ordonnance interdisciplinaire qui énumère tous les émoluments municipaux (indicateur 1.8). Par rapport aux autres villes, le degré élevé d'externalisation des entreprises municipales est frappant (indicateur 2.4). Les transports publics et les centrales électriques sont organisés comme des institutions de droit public indépendantes, le secteur du recyclage et de l'élimination des déchets est même sous-traité à une société anonyme avec participation privée.

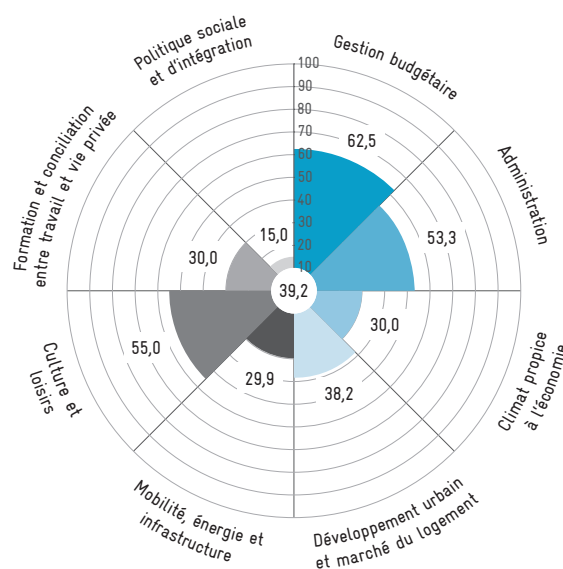
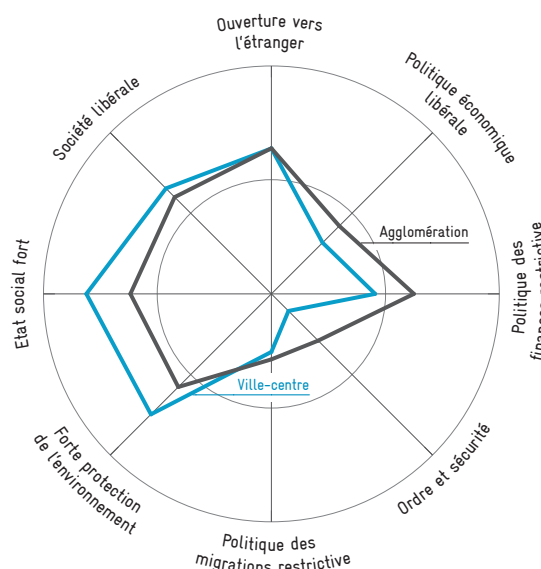
Bienne se distingue également par l'intégration des parents dans le système scolaire, où leur droit de regard est particulièrement important (indicateur 7.1). Le développement de l'emploi dans le secteur culturel par rapport à d'autres secteurs est très dynamique (indicateur 6.4).

Lowlights

La progression du taux d'aide sociale représente l'un des défis majeurs pour Bienne. La ville du Seeland impose très rarement des sanctions. Il vaudrait la peine de se pencher sur les mesures pratiquées (indicateurs 8.4 et 8.5). La faible densité d'entreprises cotées au SPI et de start-ups témoigne de l'attractivité limitée de Bienne en tant que site économique (indicateurs 3.3 et 3.4). Contrairement à la croissance rapide du secteur culturel, la promotion de la culture urbaine est très contrastée : seuls 6 % des fonds vont à des institutions culturelles indépendantes (indicateur 6.2).

Genève

Avec une moyenne de 38,8 % des points réalisables dans tous les domaines étudiés, Genève a obtenu le score le plus faible et figure donc en dernière place du monitoring des villes d'Avenir Suisse. Le besoin de réforme de la politique sociale et d'intégration est particulièrement important.



La performance de Genève dans les différents domaines

1_Gestion budgétaire

Avec un total de 62,5% des points, la politique fiscale genevoise se situe en dessous de la moyenne. Mais Genève obtient des résultats très différents en fonction des indicateurs individuels. Des revenus nets d'intérêts positifs, des investissements élevés et l'exactitude du budget nous rendent optimistes, mais l'évolution du coefficient d'impôt et la sous-capitalisation de la caisse de pension par rapport à ses voisins sont problématiques.

2_Administration

Avec un peu plus de la moitié des points réalisables, la gestion de l'administration place la cité de Calvin à la septième place dans ce domaine. Le degré relativement élevé d'externalisation parmi les entreprises municipales est un facteur positif. L'évolution des coûts administratifs et des effectifs est moins réjouissante.

3_Climat propice à l'économie

Genève a dû essuyer une grande perte de sa capacité contributive comparé à la région environnante. Cela s'explique par le fait que beaucoup plus de nouveaux emplois ont été créés dans les communes avoisinantes que dans la ville même. Dans l'ensemble, Genève est reléguée en dixième position dans ce groupe d'indicateurs.

4_Développement urbain et marché du logement

Genève bénéficie ici d'indicateurs qui dénotent une certaine dépendance historique. Les espaces verts, par exemple, sont relativement nombreux et les services les plus importants sont facilement accessibles dans le centre-ville. Cependant, une réglementation stricte étouffe le marché du logement à presque tous les niveaux. La dernière place avec 38,2% des points possibles en est le résultat.

5 _ Mobilité, énergie et infrastructure

Genève atteint 29,9 % des points possibles dans ce domaine, terminant avant-dernière juste devant Lausanne. Le seul aspect positif est la couverture relativement bonne du réseau à haut débit, qui est de 95 %. Toutefois, la politique genevoise des transports présente des lacunes à différents niveaux : le taux de couverture des coûts des transports publics est faible, la circulation automobile est mauvaise et la gestion des places de stationnement s'avère inefficace.

6 _ Culture et loisirs

Genève obtient 55 % des points et se classe cinquième dans le domaine de la culture et des loisirs. Grâce au recensement systématique du taux de couverture des coûts, la ville bénéficie d'une bonne vue d'ensemble de la situation des institutions culturelles municipales. Toutefois, cette information n'est pas utilisée pour établir les conventions de prestations. Les exigences restrictives en matière de promotion culturelle ont également un impact négatif.

7 _ Formation et conciliation entre travail et vie privée

Dans le domaine de la politique de formation et de la conciliation entre vie privée et vie professionnelle, Genève se situe également dans le dernier tiers du classement avec 30 % des points. Les instituts d'enseignement privé sont négligés, la formation continue des enseignants n'est pas soutenue. L'offre de places de crèche est dans la moyenne, mais pour une ville cosmopolite comme Genève, elle est en fait étonnamment faible.

8 _ Politique sociale et d'intégration

Un score de seulement 15 % de tous les points possibles dans l'un des domaines les plus importants de la politique urbaine en disent long. Il existe une combinaison malheureuse de défis croissants (le taux d'aide sociale a augmenté en termes absolus et par rapport à la région environnante) et un manque d'engagement envers des mesures d'intégration relativement simples (intégration au marché du travail, cours de langue pour réfugiés).

Highlights

Les efforts d'investissements sont conformes à l'idéal économique et un taux d'autofinancement des investissements nets supérieur à 100 % plaide en faveur d'une planification financière prudente (indicateur 1.2). En 2016, Genève a également réalisé les revenus nets d'intérêts les plus élevés de toutes les villes (revenus d'intérêts sur actifs moins intérêts sur capitaux empruntés) (8,9 % du revenu fiscal ; indicateur 1.3).

La forte proportion d'espaces verts dans la zone urbaine (indicateur 4.5) et la bonne accessibilité des services (indicateur 4.6) sont également des éléments très positifs. Ce sont là des facteurs pertinents pour la qualité de vie urbaine.

Lowlights

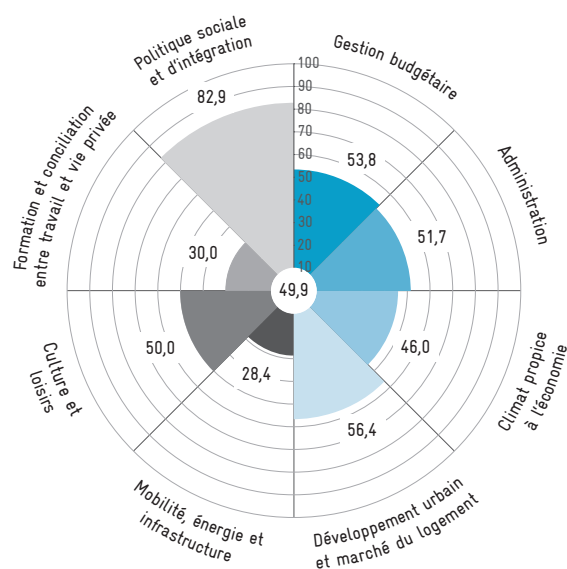
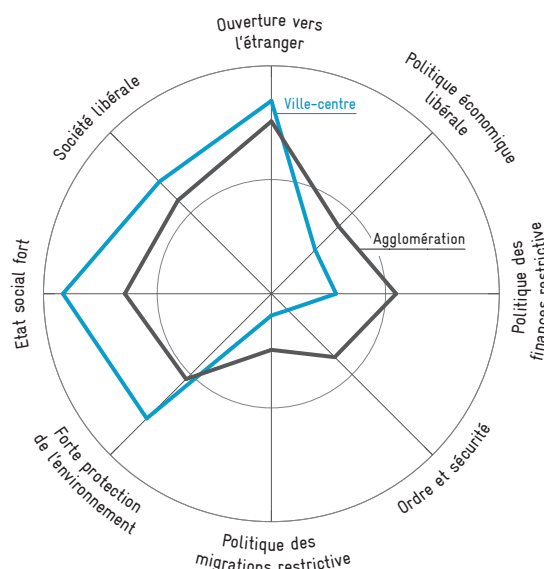
Le marché du logement genevois est de loin le plus inefficace de toutes les villes. Ce phénomène se voit notamment dans la faible activité de construction et l'écart important des prix des loyers (indicateur 4.1 et 4.2).

Genève a subi une importante perte de sa capacité contributive par rapport à la région environnante. Entre 2000 et 2016, le différentiel (excédent de capacité contributive de la ville par rapport aux municipalités environnantes) est passé de 68 % à 27 % (indicateur 3.1). En outre, le contribuable sera potentiellement confronté à des charges importantes, car la caisse de pension municipale est massivement sous-financée avec un taux de couverture (standardisé) d'environ 73 %.

De plus, les salariés de la municipalité sont plus souvent malades que la moyenne – les absences supplémentaires par an représentent plus d'une semaine de travail (indicateur 2.5).

Lausanne

Avec 49,9 % du total des points réalisables, Lausanne s'est hissée juste devant Bienne à la septième place du monitoring des villes. C'est donc la mieux classée des villes romandes. Comparée aux dix centres, Lausanne possède clairement la meilleure évaluation par domaine dans la politique sociale et d'intégration, tandis qu'elle est en retard en termes de mobilité, d'énergie et d'infrastructures.



La performance de Lausanne dans les différents domaines

1 _ Gestion budgétaire

En matière de durabilité de sa gestion budgétaire, Lausanne occupe l'avant-dernière place parmi les dix villes. Bien que Lausanne obtienne près de 54 %, soit plus de la moitié du nombre maximum de points, elle se trouve dans une position faible relativement au niveau très élevé des autres villes. L'«enfant terrible» est surtout le sous-financement de sa caisse de pension. L'évolution du coefficient d'impôt est aussi plutôt négative.

2 _ Administration

Sur le plan administratif, Lausanne occupe la huitième place avec 51,7 % des points réalisables. Bien que la ville obtienne quelques points pour les six indicateurs, elle ne brille dans aucun d'entre eux. Les dépenses et les effectifs ont augmenté et les possibilités de services en ligne sont moins fréquemment offertes que dans d'autres villes.

3 _ Climat propice à l'économie

En matière de climat propice à l'économie, Lausanne se situe dans le milieu du classement avec 46 % des points possibles. Lausanne compte de nombreuses start-ups, mais l'obtention d'un permis de construire prend beaucoup de temps.

4 _ Développement urbain et marché du logement

Lausanne figure à la quatrième place dans ce domaine avec 56,4 % des points possibles, ce qui en fait la meilleure ville romande. Concernant les indicateurs décrivant le développement du marché immobilier, Lausanne sous-performe, mais fait très bien en termes d'urbanisme.

5_Mobilité, énergie et infrastructures

Lausanne occupe la dernière place des dix villes dans ce domaine avec seulement 28,4 % des points réalisables. La ville n'obtient aucune bonne note dans ces sept indicateurs. Le réseau de fibre optique a coûté trop cher aux contribuables, les cyclistes ont la vie dure et il n'y a pas de système de guidage vers des places de stationnement.

6_Culture et loisirs

Dans ce domaine, Lausanne se situe en dessous de la moyenne avec une huitième place. La ville atteint exactement la moitié du nombre maximum de points. Le développement des emplois dans le secteur culturel est très dynamique. Si Lausanne n'exigeait pas l'adhésion à un club pour la location de salles de sport, elle occuperait la troisième position.

7_Formation et conciliation entre travail et vie privée

Lausanne occupe la huitième place dans ce domaine – en compagnie des autres villes de Suisse latine, qui se situent toutes entre la septième et la dixième place. La ville n'obtient de bons résultats qu'en termes de participation des parents à l'école et de densité des services de garde d'enfants.

8_Politique sociale et d'intégration

Lausanne caracole nettement en tête du classement devant toutes les autres villes. Elle obtient le score maximum pour quatre des cinq indicateurs. Seuls les tests de langue pour les enfants étrangers ne sont pas proposés.

Highlights

Le marché lausannois des locaux commerciaux semble relativement efficace: La ville a un taux d'occupation faible, mais suffisamment élevé de 1,4 % (indicateur 4.4). Avec 16 % de la surface urbanisée, Lausanne possède le plus d'espaces verts et d'espaces de loisirs au centre-ville après Genève (indicateur 4.5). Le prix des vignettes de parcage prolongé (macaron) de 500 CHF par an est élevé, mais raisonnable, et reflète une gestion adéquate de l'utilisation du sol (indicateur 5.7). Dans le domaine de l'aide sociale, qui représente un défi pour toutes les villes, Lausanne fait également du bon travail: avec des sanctions fréquentes, la ville empêche l'aide sociale de dégénérer en revenu de base inconditionnel (indicateur 8.4). Par rapport à la région environnante, Lausanne a d'ailleurs pu réduire sensiblement son taux d'aide sociale (indicateur 8.5).

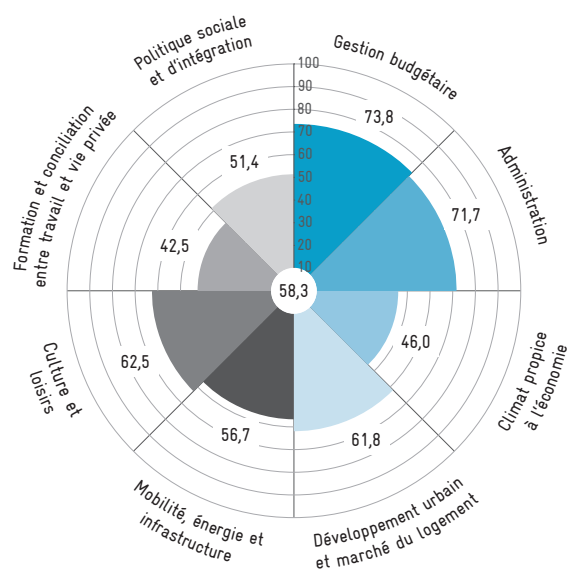
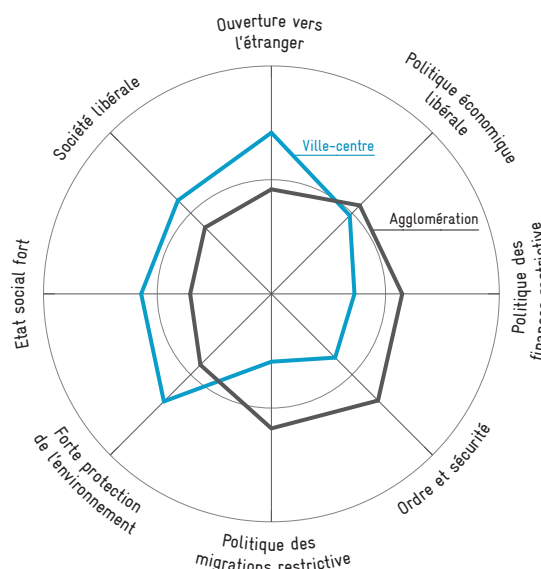
Lowlights

Avec un taux de couverture harmonisé de 56,9 % seulement, la caisse de pension de la ville présente un déficit financier aux proportions grotesques. Lausanne arrive ainsi en dernière position, bien que les caisses de pension de nombreuses autres villes soient également nettement sous-financées (indicateur 1.5). Les employés de l'administration communale de Lausanne prennent en moyenne 13,2 jours de congé maladie par an. Cela représente cinq jours de plus que la moyenne de l'ensemble des administrations publiques en Suisse (indicateur 2.5).

En 2016, la capacité fiscale lausannoise était nettement inférieure à celles des communes environnantes, alors que c'est l'inverse dans les autres centres: les recettes fiscales municipales dépassent celles de la région environnante (indicateur 3.1). En moyenne, plus de 200 jours s'écoulent à Lausanne entre le dépôt d'une demande de permis de construire et son octroi, soit un mois et demi de plus que la moyenne des dix villes (indicateur 3.5). Enfin, Lausanne doit reconsidérer d'urgence le financement et la conception de son système de transports publics: avec un taux de couverture des coûts de seulement 37 %, les usagers supportent à peine plus d'un tiers des coûts qu'ils génèrent, le reste étant à la charge des contribuables (indicateur 5.3).

Lucerne

Lucerne a obtenu 58,3% des points possibles dans tous les domaines examinés. La ville lumière atteint la quatrième place, et se positionne en premier dans les domaines 2 et 4.



La performance de Lucerne dans les différents domaines

1_Gestion budgétaire

Avec 73,8% de tous les points, Lucerne se situe au-dessus de la moyenne – avec une avance confortable sur les villes suivantes. Des investissements élevés et une caisse de pension bien dotée ont contribué à cette performance. Cependant, il est possible d'améliorer la transparence du barème des taxes municipales.

2_Administration

Aucune ville n'est meilleure en matière d'administration que Lucerne, qui brille avec plus de 71,7% des points. Les dépenses et les effectifs ont été considérablement réduits ces dernières années. De plus, le nombre maximum de points a été atteint pour l'e-gouvernement (tous les services évalués sont disponibles). En revanche, Lucerne a perdu des points en raison d'un manque d'informations sur les indicateurs clés de sa politique du personnel.

3_Climat propice à l'économie

Lucerne arrive au milieu du classement avec 46% des points. La présence relativement élevée de sociétés cotées en bourse – par rapport à la population – a été un facteur positif (troisième place après Zurich et Bâle). Cependant, il convient de mentionner le résultat décevant concernant la durée d'obtention des permis de construire. Les maîtres d'ouvrage doivent faire preuve de patience pendant 172 jours, soit deux semaines de plus que la moyenne des autres villes.

4_Développement urbain et marché du logement

Avec 61,8%, Lucerne se classe au premier rang avec Bâle dans ce domaine. Bien que l'activité de construction soit trop faible par rapport à la demande, le marché du logement fonctionne beaucoup plus efficacement que dans presque toutes les autres villes.

5_Mobilité, énergie et infrastructure

Lucerne occupe la deuxième place en matière de politique des transports et de l'énergie. Avec des coûts d'investissement relativement modérés pour la ville (440 CHF par habitant), Lucerne dispose d'une offre complète d'infrastructures à haut débit. Les places de parking sont gérées efficacement, et le prix de l'électricité pour les ménages est modéré. Seule l'optimisation des flux de trafic nécessite clairement une amélioration.

6_Culture et loisirs

Lucerne atteint un peu plus de 60 % des points possibles, ce qui lui suffit pour obtenir la troisième place. L'approche plus prononcée que dans d'autres villes pour promouvoir davantage que la seule culture institutionnalisée est particulièrement positive. Le recensement lacunaire des taux de couverture des coûts se révèle toutefois négatif.

7_Formation et conciliation entre travail et vie privée

Avec sa politique de formation et de conciliation entre vie privée et vie professionnelle, Lucerne se classe en dessous de la moyenne avec 42,5 % des points réalisables. On notera particulièrement la participation peu développée des parents au système scolaire et la faible disponibilité des places de crèche, bien que pour ce dernier point, les parents soient largement libres de choisir la forme de garde qu'ils souhaitent.

8_Politique sociale et d'intégration

La politique sociale et d'intégration est l'un des domaines controversés de la politique lucernoise. Lucerne atteint la sixième place avec 51,4 % des points possibles. Par rapport aux autres villes, Lucerne applique certes un concept de sanction stricte en matière d'aide sociale, mais le taux d'aide sociale a néanmoins augmenté.

Highlights

Depuis quelques années, Lucerne fait figure de pionnière dans un système gratuit et efficace de subventionnement de la prise en charge des jeunes enfants (indicateur 7.4). L'attribution de bons de garde pour les enfants en âge préscolaire est exemplaire. Par ailleurs, la ville au bord du lac des Quatre-Cantons a généré en 2016 des revenus d'intérêts nets à hauteur de 8,7 % de ses recettes fiscales (indicateur 1.3). Des revenus d'intérêts nets positifs au niveau de l'Etat sont inhabituels, surtout dans cette proportion. Lucerne maîtrise également la gestion des dépenses : celles-ci ont diminué de 12 % entre 2008 et 2016 (indicateur 2.1).

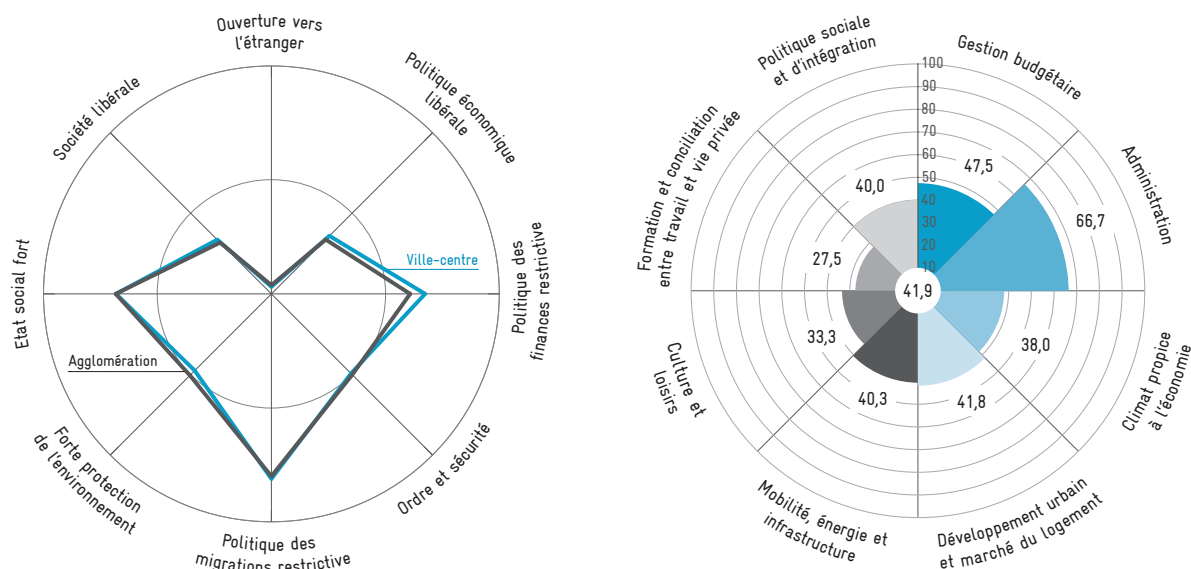
Avec 600 CHF par an pour une vignette de parcage prolongé (macaron), la politique du stationnement de Lucerne se rapproche du prix du marché et subventionne relativement peu les places de stationnement en zone bleue (indicateur 5.7). Enfin, le marché immobilier de Lucerne fonctionne mieux que dans toutes les autres villes : nulle part ailleurs, la différence entre les loyers offerts et existants n'est plus faible (indicateur 4.2).

Lowlights

L'accessibilité des services à Lucerne est nettement inférieure à la moyenne (indicateur 4.6). Un examen des conditions-cadre serait opportun. Un autre aspect négatif est l'absence de cours de langue ou de tests pour améliorer l'intégration des réfugiés et des enfants étrangers – un instrument éprouvé et financièrement avantageux (indicateurs 8.1 et 8.2). Enfin, Lucerne est la seule ville sans comité de parents (indicateur 7.1). Il s'agit pourtant d'un outil éprouvé et efficace pour mieux impliquer les parents et ainsi accroître leur satisfaction à l'égard du système scolaire.

Lugano

Dans la métropole tessinoise, le soleil brille plus souvent que dans les autres villes de ce monitoring. Au niveau de la politique urbaine, Lugano n'arrive cependant qu'en neuvième place avec 41,9 % des points, bien que la ville excelle dans certains domaines.



La performance de Lugano dans les différents domaines

1 _ Gestion budgétaire

La gestion budgétaire de Lugano n'est que modérément convaincante. Elle atteint certes 47,5 % des points possibles, mais cela n'empêche pas la ville d'occuper la dernière place de ce classement. Bien que les comptes d'Etat à Lugano soient généralement équilibrés, le niveau d'autofinancement des investissements est faible, la caisse de pension est sous-financée et le coefficient d'impôt évolue défavorablement.

2 _ Administration

Avec deux tiers des points réalisables, Lugano occupe la deuxième place pour sa gestion de l'administration. Les effectifs ont été réduits ces dernières années, et le degré d'externalisation des services municipaux est élevé. Seule la méconnaissance de l'âge moyen de départ à la retraite des salariés constitue une ombre au tableau.

3 _ Climat propice à l'économie

Avec 38 % des points, Lugano obtient le deuxième score le plus bas en matière de climat propice à l'économie. Bien que la métropole tessinoise enregistre une croissance normale de l'emploi, la capacité contributive s'est développée négativement par rapport aux communes environnantes et pas une seule entreprise cotée au SPI n'est basée à Lugano.

4 _ Développement urbain et marché du logement

La plus grande ville du Tessin occupe également l'avant-dernière place en matière de développement urbain et de marché du logement (41,8 % des points réalisables). Certes, l'activité de construction au bord du lac de Lugano est relativement élevée et le taux d'inoccupation des locaux commerciaux est remarquablement

bas, mais Lugano ne dispose que de peu d'espaces verts. Par ailleurs, les services sont difficiles d'accès pour les habitants.

5 _ Mobilité, énergie et infrastructure

La politique des transports, de l'énergie et des infrastructures permet à Lugano d'atteindre 40,3 % des points possibles. Cela lui vaut une huitième place, avec toutefois avec une avance importante sur les deux dernières villes. On relèvera toutefois que Lugano n'utilise pas l'argent des contribuables pour construire son réseau à haut débit et peut se prévaloir d'un trafic routier relativement fluide. Cependant, les transports publics sont chers et lents, et le prix de l'électricité est élevé.

6 _ Culture et loisirs

Lugano n'arrive qu'en dernière position avec un tiers des points possibles dans le domaine de la culture et des loisirs. Cela s'explique principalement par le fait que la ville n'effectue pas de recensement du taux de couverture des coûts des projets soutenus. Les critères d'encouragement semblent toutefois être exemplaires.

7 _ Formation et conciliation entre travail et vie privée

Lugano n'obtient que 27,5 % des points possibles et donc la dixième place avec sa politique de formation et de conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Le problème principal réside dans les subventions, peu favorables aux parents, relatives à la prise en charge extrafamiliale des jeunes enfants, et dans la faible densité des places de crèche. En matière de politique de formation, l'engagement en faveur de la formation continue des enseignants peut être considéré comme positif.

8 _ Politique sociale et d'intégration

La politique sociale et d'intégration de Lugano (40 % des points réalisables ; septième place) se situe en dessous de la moyenne. Le taux d'aide sociale est relativement stable, mais les sanctions sont très rares. Dans le domaine de la politique d'intégration, le renoncement à des cours de langue obligatoires pour les réfugiés est à relever.

Highlights

Lugano se positionne plutôt bien avec sa manière de gérer l'administration. Les effectifs ont pu être réduit à un faible niveau (indicateur 2.2). Le degré d'externalisation des services municipaux est le plus élevé de toutes les villes (indicateur 2.4). Une gestion de l'administration prudente est également implicite dans le développement de l'Internet à haut débit dans la zone urbaine. Sans utiliser l'argent des contribuables, Lugano a une couverture élevée de 90 % (indicateur 5.1).

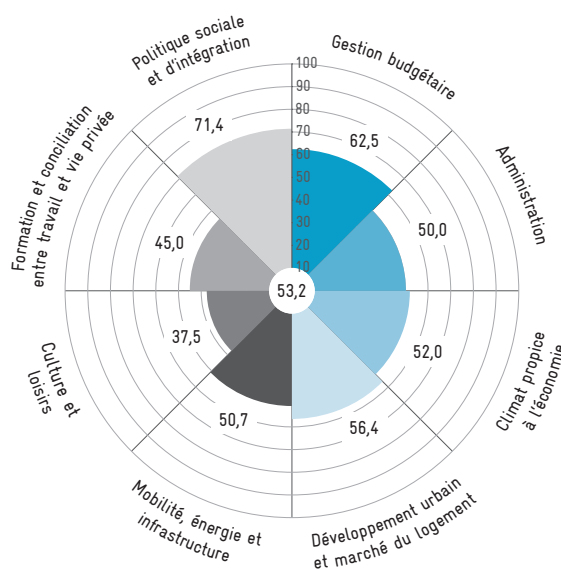
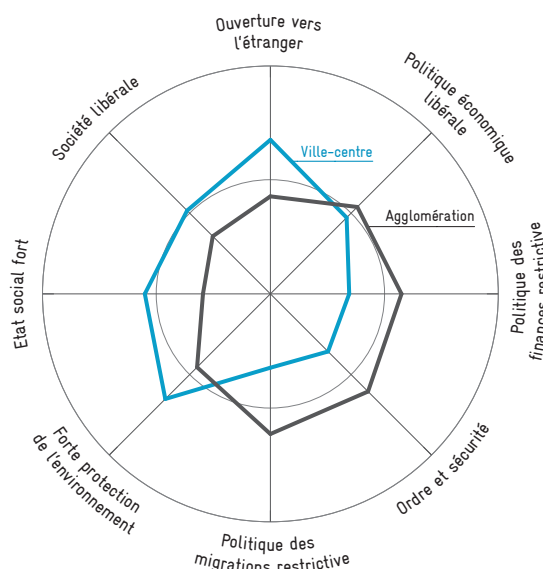
Lowlights

Entre 2010 et 2016, Lugano a réalisé des investissements très importants, bien au-dessus des valeurs optimales, mais avec un taux d'autofinancement de seulement 35 % (indicateur 1.2). Ce déséquilibre peut être dû aux efforts déployés dans le cadre des différents processus de fusion de communes. Lugano a également subi une perte importante de capacité contributive par rapport à la région environnante (indicateur 3.1).

A Lugano, les transports publics offrent surtout une protection contre la pluie. Ils vont à peine plus vite qu'à pied, la vitesse moyenne de porte à porte étant de 5,6 km/h (indicateur 5.4). De même, les parents à la recherche d'une place de crèche ont la vie dure dans la métropole tessinoise. Il n'y a que 15,6 places en garderie pour 100 enfants en âge préscolaire (indicateur 7.5).

Saint-Gall

Avec 53,2 % des points réalisables, Saint-Gall se classe sixième du classement général. Si la ville de Suisse orientale se distingue par sa politique sociale et d'intégration, elle accuse du retard dans le domaine de la culture et des loisirs.



La performance de Saint-Gall dans les différents domaines

1 _ Gestion budgétaire

Avec Genève, Saint-Gall se classe sixième avec sa politique budgétaire (62,5 % des points réalisables). Bien que le budget soit en ordre, que la charge d'intérêts soit faible et que la caisse de pension soit en bonne santé, le degré d'autofinancement des investissements est remarquablement faible. Le coefficient d'impôt a également évolué plutôt négativement par rapport à la région environnante.

2 _ Administration

Avec 50 % des points, la gestion de l'administration de Saint-Gall a obtenu la neuvième place du classement. Parmi les facteurs positifs, il convient de mentionner la diminution des effectifs de l'administration centrale et le faible nombre de jours de congé de maladie du personnel administratif. Toutefois, l'évolution des dépenses et le faible degré d'externalisation des services municipaux ont un fort impact négatif.

3 _ Climat propice à l'économie

Bien que loin derrière les deux meilleures villes, Saint-Gall réussit à monter sur le podium avec 52 % des points réalisables en termes de climat propice à l'économie. Bien que la ville ne soit que modérément populaire en tant que site économique, les emplois et les recettes fiscales se développent correctement, et dans le cas des permis de construire, l'administration prend des décisions rapides.

4 _ Développement urbain et marché du logement

Avec 56,4 % des points réalisables, Saint-Gall se classe quatrième dans ce domaine. Le marché du logement fonctionne de manière très efficace et l'offre immobilière se développe modérément. Le classement pourrait s'améliorer en travaillant principalement sur l'accessibilité relativement faible aux services.

5 _ Mobilité, énergie et infrastructure

Le cinquième rang et 50,7% des points possibles – telle est le résultat de Saint-Gall après évaluation dans le domaine de la mobilité, de l'énergie et des infrastructures. Le taux de couverture des coûts des transports publics est relativement élevé, la circulation est satisfaisante et la ville gère correctement les rares places de stationnement. Ce qui est moins positif pour les contribuables, c'est le coût élevé du déploiement des infrastructures à haut débit.

6 _ Culture et loisirs

Saint-Gall n'arrive qu'à l'avant-dernier rang pour les indicateurs de climat propice à la culture (37,5% des points possibles). Cela s'explique principalement par la décision incompréhensible de ne pas collecter systématiquement les chiffres de couverture des coûts pour les institutions soutenues par la politique culturelle. Les fonds destinés à la promotion de la culture gratuite s'avèrent également modestes par rapport à d'autres villes.

7 _ Formation et conciliation entre travail et vie privée

Une fois de plus, Saint-Gall occupe une cinquième place, cette fois dans l'évaluation de la politique de formation et de conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Avec 45% des points possibles, elle est cependant loin des villes les mieux placées. L'engagement de Saint-Gall en faveur de la création d'écoles privées et de la formation continue des enseignants est positif. Cependant, l'offre de places de crèche est beaucoup trop faible, et la politique de subvention correspondante est trop bureaucratique.

8 _ Politique sociale et d'intégration

Avec sa politique sociale et d'intégration (71,4% des points possibles), Saint-Gall occupe la première place au classement. Le taux d'aide sociale diminue, ce qui est probablement dû à l'application cohérente de sanctions. Saint-Gall a également obtenu des résultats positifs dans les indicateurs relatifs à l'intégration des réfugiés et des demandeurs d'emploi.

Highlights

La caisse de pension de Saint-Gall a un taux de couverture confortable de 104,5% (indicateur 1.5). Certains chiffres clés concernant le personnel sont également remarquables : les employés administratifs sont rarement malades, et nulle part ailleurs, ils ne prennent leur retraite plus tard en moyenne (indicateur 2.5).

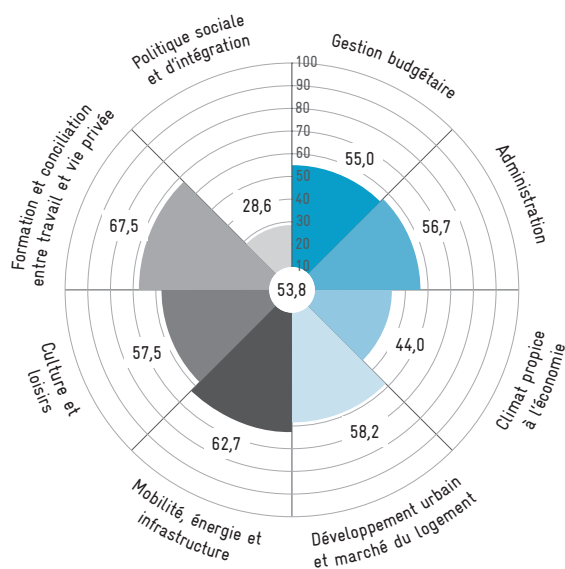
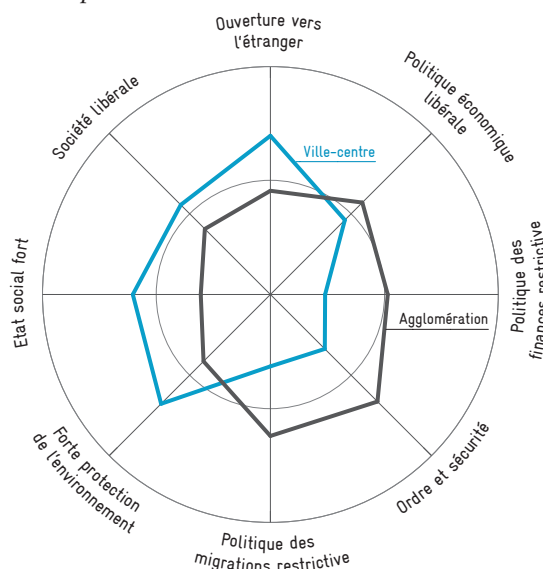
L'un des points saillants absolus de l'évaluation est également la durée de loin la plus courte pour l'octroi de permis de construire par les propriétaires de bâtiments (98 jours ; indicateur 3.5). Saint-Gall est clairement un modèle pour toutes les autres villes. Avec Berne, Saint-Gall est la seule ville à saisir la détermination du taux de couverture des coûts des transports publics dans le périmètre urbain (indicateur 5.3).

Lowlights

Saint-Gall a dégagé (avec Lucerne) des excédents comptables permanents au cours de la période passée sous revue (indicateur 1.1). Ce qui, à première vue, semble réjouissant, est en fait une indication que la ville exige des impôts trop élevés de ses habitants. Une réduction serait nécessaire de toute urgence. En outre, les dépenses ont augmenté relativement fortement ces dernières années par rapport à d'autres villes, et il y aurait là un potentiel d'efficacité à exploiter (indicateur 2.1).

Winterthour

Avec 53,8 % du total des points réalisables, Winterthour se classe cinquième au monitoring des villes, même si avec 11 points de pourcentage, l'écart par rapport à la tête du classement n'est pas énorme. Dans le domaine de la politique de formation et de la conciliation entre travail et vie privée, Winterthour obtient la deuxième meilleure note, tandis que dans le domaine de la politique sociale et d'intégration, elle occupe l'avant-dernière place.



La performance de Winterthour dans les différents domaines

1 _ Gestion budgétaire

Pour ce qui est de la viabilité de la gestion budgétaire, Winterthour ne se classe qu'au huitième rang sur les dix villes. Bien qu'aucun déficit n'ait été enregistré, la caisse de pension est clairement sous-capitalisée et le coefficient d'impôt a augmenté par rapport aux communes environnantes. Ces dernières années, Winterthour a en outre beaucoup investi à crédit.

2 _ Administration

Winterthour se situe au milieu du classement avec 56,7 % des points réalisables. La gestion du personnel est un aspect positif, même si le degré d'externalisation des services municipaux est plutôt faible. Pour les quatre autres indicateurs, Winterthour se situe dans la moyenne.

3 _ Climat propice à l'économie

En matière de climat propice à l'économie, Winterthour se situe en dessous de la moyenne, avec 44 % des points possibles. Il lui manque seulement 3,5 points de pourcentage pour atteindre le quatrième rang. Winterthour joue un rôle limité en tant que site d'implantation pour les entreprises (start-ups et sociétés cotées au SPI).

4 _ Développement urbain et marché du logement

Avec 58,2 % des points possibles, Winterthour se classe troisième derrière Bâle et Lucerne dans ce domaine. Le marché de l'immobilier en général semble fonctionner de manière efficace : l'activité de construction est (relativement) élevée, l'écart du prix entre les loyers offerts et existants est faible et le taux d'inoccupation des locaux commerciaux modéré.

5_Mobilité, énergie et infrastructures

Avec 55,2 % des points réalisables, Winterthour occupe avec Berne la deuxième place dans ce domaine, juste derrière Lucerne: la ville de l'Eulach est relativement favorable au vélo et présente un fort degré de couverture de fibre optique.

6_Culture et loisirs

Dans le domaine de la culture et des loisirs, Winterthour occupe la quatrième place, au milieu du classement. Cependant, elle est nettement en retard par rapport aux villes de Berne et de Zurich, principalement en raison de l'absence de développement dynamique de l'emploi dans le secteur culturel.

7_Formation et conciliation entre travail et vie privée

Winterthour se positionne deuxième dans ce domaine, et est la seule ville, avec Lucerne, à promouvoir l'accueil de jeunes enfants basé sur la demande plutôt que sur l'offre. La densité de places de crèches est cependant faible.

8_Politique sociale et d'intégration

Au niveau de la politique sociale et d'intégration, Winterthour occupe l'avant-dernière place. La ville n'effectue pas de tests linguistiques pour les enfants de langue étrangère avant leur entrée à l'école et ne mène pas non plus ses propres projets d'insertion sur le marché du travail. De plus, le taux d'aide sociale continue d'augmenter par rapport aux communes environnantes, et ce malgré un niveau déjà élevé.

Highlights

Avec 6,3 jours par an, les employés de Winterthour sont moins souvent absents du travail que dans les autres villes (indicateur 2.5). De toutes les villes, c'est celle qui réalise l'activité de construction la plus élevée par rapport à sa campagne environnante (bien que cela puisse également s'expliquer par le fait que la campagne environnante de Winterthour soit très rurale; indicateur 4.1). La ville apporte ainsi une contribution centrale à la lutte contre la pénurie de logements dans l'espace urbain.

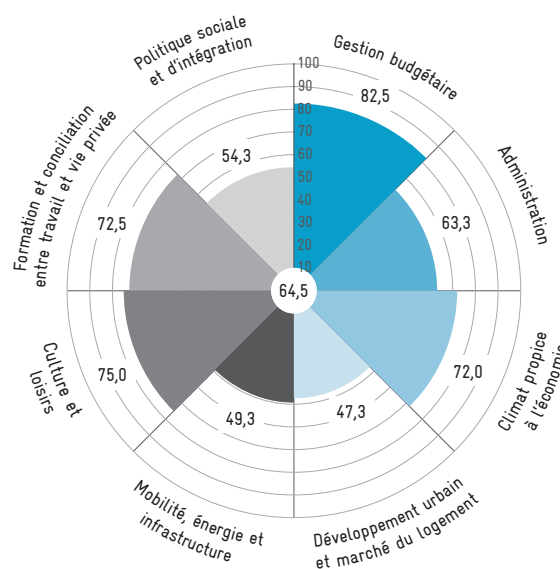
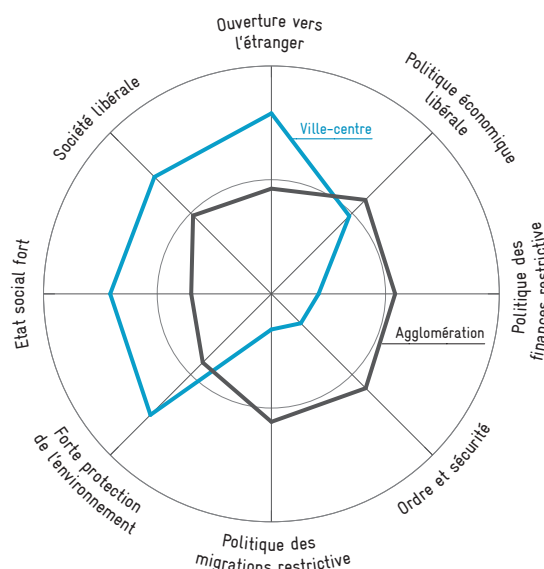
De toutes les villes, les ménages de Winterthour disposent de la plus grande liberté dans le choix de leur mix énergétique, tout en payant nettement moins pour l'électricité qu'ils ne consomment (indicateur 5.2). D'après les utilisateurs, Winterthour est également la ville la plus favorable au vélo des dix grandes villes suisses (indicateur 5.6), bien qu'elle n'obtienne qu'une note médiocre de 4,4.

Lowlights

Il est surprenant de constater que le cluster culturel de la ville de la Töss est le deuxième plus faible en termes de proportion d'emplois, car Winterthour est considérée comme la ville culturelle par excellence. Au cours des dix dernières années, la croissance a été nettement inférieure à celle de l'emploi en général (indicateur 6.4). Enfin, Winterthour n'impose que très rarement des sanctions aux bénéficiaires de l'aide sociale, malgré des gros titres négatifs dans les journaux par le passé. A terme, cela peut compromettre l'acceptation du système (indicateur 8.4).

Zurich

Zurich a obtenu la note moyenne la plus élevée, soit 64,5% des points réalisables dans tous les domaines examinés. Elle se classe au premier rang dans le domaine de climat propice à l'économie, mais au huitième rang seulement dans celui du développement urbain et marché du logement.



La performance de Zurich dans les différents domaines

1 _ Gestion budgétaire

La gestion du budget municipal de la ville de Zurich laisse peu à désirer. Au total, 82,5% des points possibles ont été obtenus, ce qui, avec Berne, représente le meilleur résultat. Le compte courant est généralement équilibré et des investissements suffisants sont effectués.

2 _ Administration

Dans le domaine de la gestion de l'administration, Zurich se situe au milieu du classement avec 63,3% des points réalisables. La baisse des dépenses est un facteur positif, mais la forte dépendance des entreprises municipales de l'administration de la ville se révèle négative.

3 _ Climat propice à l'économie

Bien que la ville de Zurich bénéficie de conditions exogènes, elle mérite le titre de la ville la plus propice aux affaires grâce à l'obtention de 72 % des points réalisables. Zurich est le lieu de prédilection des sociétés cotées en bourse et des start-ups.

4 _ Développement urbain et marché du logement

Avec sa politique du logement, Zurich obtient 47,3 % des points possibles dans ce domaine, soit la huitième place, qui est principalement due à un marché du logement peu flexible et au faible niveau d'activité dans la construction. En contrepartie, Zurich bénéficie de nombreux espaces verts au sein de la ville.

5 _ Mobilité, énergie et infrastructure

Zurich occupe la sixième place en matière de mobilité, d'énergie et d'infrastructures. La métropole atteint 49,3 % des points possibles. Zurich est le leader en termes de vitesse et de taux de couverture des coûts des transports publics.

6 _ Culture et loisirs

Avec 75 % des points réalisables, Zurich a obtenu un très bon résultat (deuxième place) dans le domaine de la politique culturelle, talonnant Berne. Les subventions culturelles sont en grande partie octroyées selon les meilleures pratiques et Zurich est attrayante pour les personnes travaillant dans le secteur culturel.

7 _ Formation et conciliation entre travail et vie privée

Avec 72,5 % des points réalisables, Zurich est en tête dans le domaine de la politique de formation et la conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Par rapport aux autres villes, elle utilise sa marge de manœuvre dans l'éducation et offre de bonnes conditions pour concilier vie professionnelle et vie familiale.

8 _ Politique sociale et d'intégration

La politique sociale et d'intégration est l'un des domaines controversés de la politique urbaine. Zurich atteint ici la sixième place avec 54,3 % des points possibles. Il est frappant de constater que ce classement est dû à une combinaison de scores élevés (par ex. dans l'évolution du taux d'aide sociale) et de scores très faibles (par ex. en raison du taux de sanction extrêmement bas dans le domaine de l'aide sociale) pour les indicateurs individuels.

Highlights

Avec un taux de couverture de 106,3 %, la situation de la caisse de pension est particulièrement confortable (indicateur 1.5). En outre, les dépenses (indicateur 2.1) ainsi que les effectifs (indicateur 2.2) ont diminué par rapport à la population ces dernières années, ce qui indique une augmentation de l'efficacité.

Zurich sert également de modèle dans la gestion stratégique des institutions culturelles. Des conventions d'objectifs concernant le taux de couverture des coûts sont conclus et ceux-ci sont recensés intégralement (indicateur 6.1). La ville de la Limmat est également leader en termes de conciliation entre vie privée et vie professionnelle. La forte densité des crèches (43 places pour 100 enfants en âge préscolaire; indicateur 7.5) mérite d'être mentionnée.

Lowlights

Il faut en moyenne plus de 177 jours aux autorités locales pour délivrer un permis de construire, ce qui est plus que dans n'importe quelle autre ville suisse-allemande (indicateur 3.5). Zurich est également à la traîne en ce qui concerne le degré d'externalisation des services municipaux (indicateur 2.4). Alors que ces derniers opèrent dans d'autres villes de manière flexible et selon des principes entrepreneuriaux, ils font partie intégrante de l'administration à Zurich. Seuls les services industriels (à l'exception des hôpitaux, qui n'ont pas encore été évalués) disposent au moins d'un budget global dans la production et distribution d'électricité.

Zurich possède également un potentiel de rattrapage en matière d'environnement propice au vélo (indicateur 5.5). Les deux-roues y sont relativement peu utilisés. Dans le domaine de l'aide sociale, Zurich prononce relativement rarement des sanctions (indicateur 8.4), malgré les titres dans les journaux négatifs sur les prestations versées non conformes aux lois dans le passé.

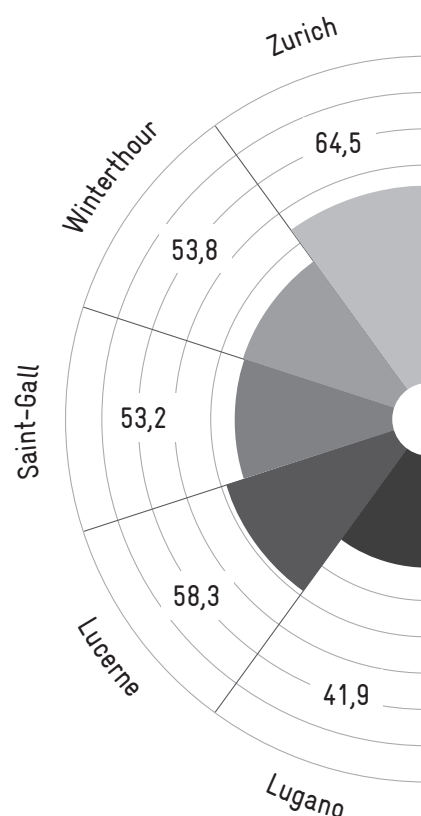
Conclusion

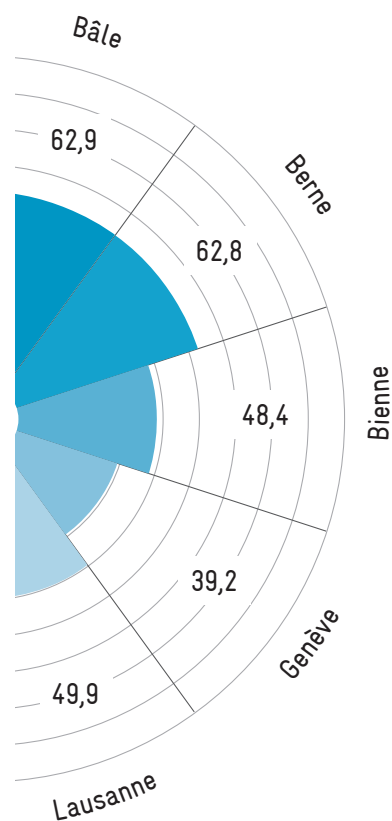
Il n'est pas surprenant qu'avec huit domaines d'étude et 47 indicateurs, un profil très divers des forces et des faiblesses se dégage pour les dix villes examinées. Selon notre analyse, la ville intelligente libérale optimale aurait tendance à se baser sur Zurich en termes de gestion budgétaire, de climat propice à l'économie et de formation et conciliation entre travail et vie privée. Mais elle ressemblerait plutôt à Lucerne pour la gestion de l'administration et adopterait la politique du marché du logement de Bâle. Berne donnerait l'exemple en matière de politique culturelle et Lausanne en matière de politique sociale et d'intégration. Enfin, concernant la politique des transports, de l'énergie et des infrastructures, la parfaite ville intelligente libérale devrait s'orienter sur Winterthour.

Après une analyse détaillée des différents indicateurs, une différenciation encore plus précise est possible. Chaque ville est en tête d'au moins un des 47 indicateurs évalués, mais elle se classe aussi dernière au moins une fois. Les grandes et moyennes villes suisses peuvent et doivent apprendre beaucoup les unes des autres. Il s'agit là d'une caractéristique centrale du fédéralisme suisse – et nous espérons que ce monitoring des villes posera quelques bases à cet égard.

Les évaluations soulèvent la question de savoir dans quelle mesure les métropoles suisses sont préparées aux changements émergents. En règle générale, on peut dire qu'elles sont bien positionnées dans de nombreux domaines. Contrairement à une pléthore de métropoles dans le monde, elles sont loin de la faillite publique, les administrations fonctionnent de manière satisfaisante et le niveau des infrastructures est élevé.

Cependant, notre monitoring des villes révèle également un besoin concret d'action dans le cadre de la politique urbaine suisse. Malgré des excédents répétés, certaines villes refusent de réduire les impôts. Au lieu de cela, les excédents favorisent des investissements et des activités publiques qui ont parfois une valeur ajoutée discutable. Cela réduit la marge de manœuvre de la politique financière, qui pourrait bientôt faire cruellement défaut en de nombreux endroits en raison du durcissement des conditions-cadre. En outre, dans plusieurs cas, la séparation entre les orientations stratégiques et la gestion opérationnelle n'est pas suffisamment cohérente, et les mécanismes de marché pour la fourniture la plus efficace de biens publics sont rejetés pour des raisons idéologiques. Cela se voit, par exemple, dans le taux généralement faible d'externalisation des entreprises municipales. Leur politisation conduit à de longs processus de prise de décision ; la politique s'immisce en effet de plus en plus dans des décisions de nature purement opérationnelle. L'absence de pression du marché empêche les gains d'efficacité et l'innovation. Les organisations du secteur privé semblent être rejetées en tant que telles,





doublée d'une conception dépassée du terme de «service public». Dans la plupart des villes, l'accueil de la petite enfance est aussi fermement entre les mains de l'Etat, et seules certaines crèches et centres d'accueil extrascolaires sont soutenus. Les besoins des parents et des enfants sont pourtant souvent divergents, et les formes de garde et les besoins multiples. Plus d'ouverture, moins de micromanagement et une plus grande confiance dans les forces du marché pourraient permettre plus d'innovation, plus de soutien de la population et moins de coûts.

De plus, la politique urbaine actuelle ressemble souvent à une guerre de tranchées idéologique. La politique des transports en est un bon exemple. Tandis que les uns banalisent les problèmes de transport individuel motorisé dans des zones urbaines limitées, les autres voudraient interdire complètement l'accès de la voiture à la ville. Les voitures devraient être acceptées comme faisant partie de la mobilité quotidienne dans les zones urbaines. Les innovations techniques sont plus susceptibles d'entraîner une augmentation de leur importance – c'est pourquoi, aujourd'hui encore, nous devrions penser à un contrôle du trafic «intelligent», se basant sur des incitations financières. Le marché du logement est un autre domaine politique surchargé sur le plan idéologique. En fait, il est clair que la seule réponse durable à la demande sans cesse croissante de logements urbains ne peut être qu'une augmentation de l'offre, même si les résidents actuels n'ont qu'un enthousiasme limité pour ce développement. Des approches créatives et des solutions trouvant des majorités en matière d'urbanisme seraient donc nécessaires, le cas échéant aussi en partie contre les intérêts des «initiés». Les villes suisses jouent un rôle important dans la structure de l'Etat en tant que laboratoires d'expérimentation pour des solutions non conventionnelles à des problèmes existants. Les préjugés idéologiques constituent un obstacle.

Les villes suisses sont d'une importance capitale pour le développement du pays: elles sont des moteurs économiques, des centres de création culturelle et de connaissances et les nœuds du réseau international. Enfin, elles ont une fonction d'approvisionnement régional pour leurs agglomérations. Les villes doivent rester agiles pour continuer à remplir ce rôle.

De par leur taille, les grandes et moyennes villes sondées sont de grandes organisations qui ressemblent à des entreprises; elles sont loin d'être des municipalités ordinaires. En conséquence, leur direction politique devrait être bien plus stratégique.

avenir suisse

Zurich

Rotbuchstrasse 46

8037 Zurich

Tel +41 44 445 90 00

Fax +41 44 445 90 01

Genève

9, rue du Prince

1204 Genève

Tel +41 22 749 11 00

www.avenir-suisse.ch

info@avenir-suisse.ch